



Nouvelles du terrorisme et du conflit israélo-palestinien (12-18 décembre 2012)



Manifestants arborant des maquettes de roquettes à une manifestation à Naplouse à l'occasion du 25^{ème} anniversaire de la fondation du Hamas (Agence de presse Safa, 13 décembre 2012)

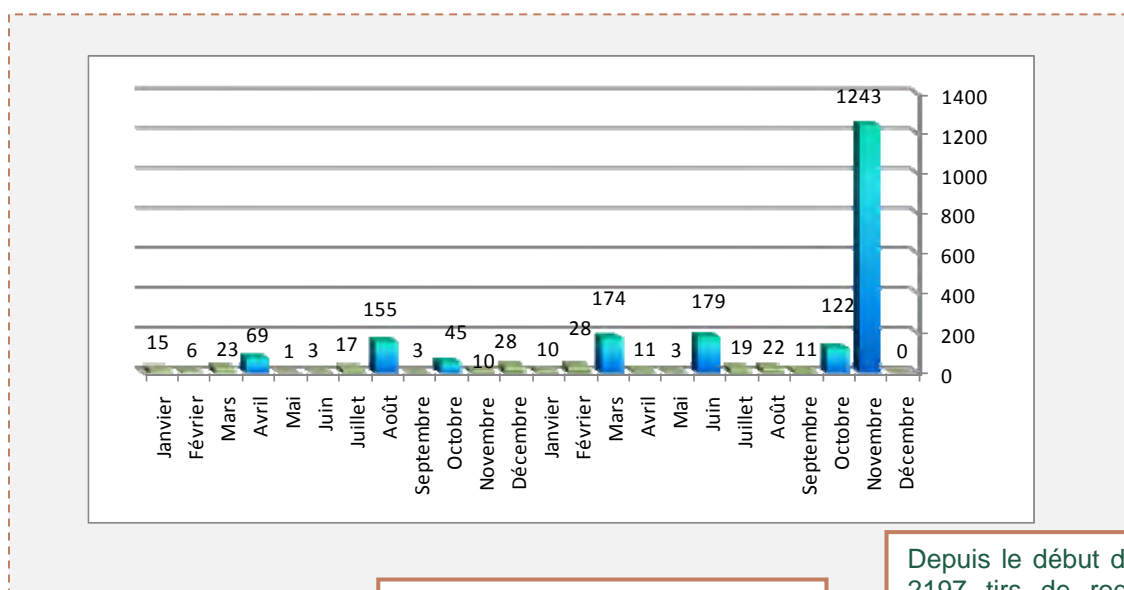
Aperçu général

- Le Hamas et les autres organisations terroristes dans la bande de Gaza continuent de respecter l'accord signé à la fin de l'Opération Pilier de Défense. Depuis le 21 novembre, aucune roquette et aucun obus de mortier n'ont été tirés en territoire israélien depuis la bande de Gaza. En outre, les frictions entre les Palestiniens et les forces de Tsahal près de la barrière de sécurité ont diminué.
- Au cours de la semaine, le foyer des violences s'est déplacé en Judée-Samarie. Près du Caveau des Patriarches, une garde-frontière a tué un Palestinien qui avait dégainé un pistolet (qui s'est avéré par la suite de ne pas être une vraie arme à feu) et l'avait pointé sur un garde-frontière. Des incidents violents entre les forces de Tsahal et des Palestiniens ont également été signalés et des pierres et des cocktails Molotov ont été lancés.
- Le Hamas a marqué le 25^{ème} anniversaire de sa fondation par une série de rassemblements et de manifestations à Naplouse, Hébron, Ramallah, Qalqiliya, Tulkarem et ailleurs. Durant ces événements, dont la tenue a été autorisée par l'AP, la "résistance" [cf., le terrorisme] a été soulignée et les participants ont arboré des maquettes de roquettes. Les forces de sécurité de l'AP ont supervisé les événements qui se sont déroulés sans événement exceptionnel.

Tirs de roquettes

- Le Hamas et les autres organisations terroristes de Gaza continuent d'honorer l'accord conclu à la fin de l'Opération Pilier de Défense. **Depuis le 21 novembre à 23h, aucune roquette ni aucun mortier n'ont été tirés en territoire israélien.**

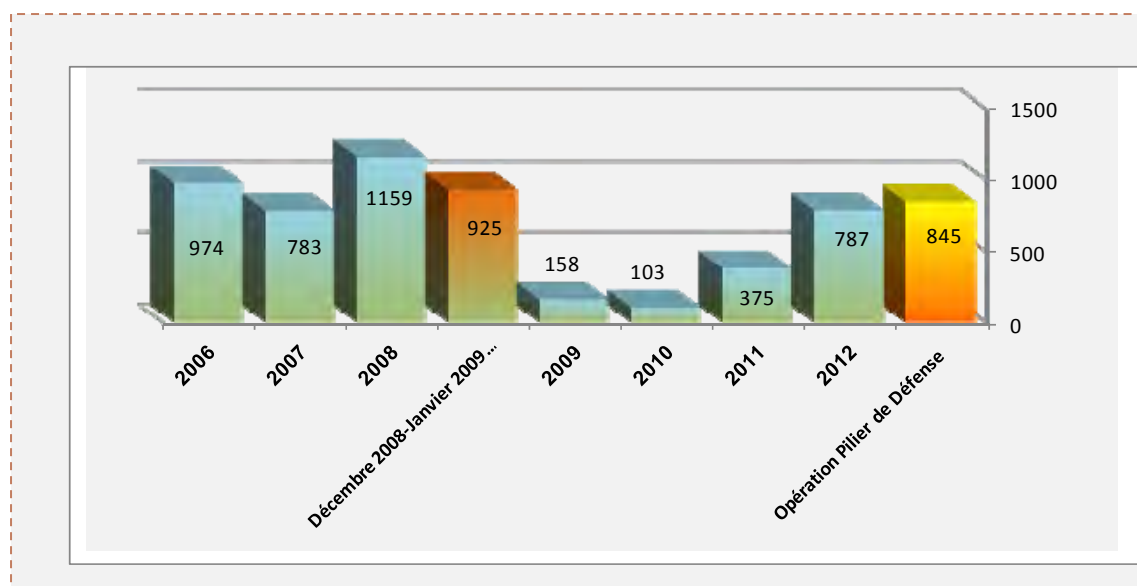
Tirs de roquettes depuis le début de l'année 2011¹



Depuis la fin de l'Opération Plomb Durci, 2298 roquettes ont été tirées sur Israël.

Depuis le début de l'année 2011, 2197 tirs de roquettes ont été signalés. Depuis le début de l'année 2012, 1822 tirs de roquettes ont été identifiés en territoire israélien.

Répartition annuelle des tirs de roquettes²



¹ Exact à la date du 18 décembre 2012. Ces données ne comprennent pas les tirs d'obus de mortier.

² Les statistiques de 2008 et 2009 comprennent les roquettes tirées durant l'Opération Plomb Durci. Ces données ne comprennent pas les tirs d'obus de mortier.

Judée-Samarie

Multiplication des incidents violents

Aperçu général

■ Le niveau de violence a augmenté en Judée-Samarie depuis l'**Opération Pilier de Défense** en parallèle à la **modification du statut de l'Autorité Palestinienne à l'ONU. Dans toute la Judée-Samarie, les incidents de jets de pierres et de cocktails Molotov se sont multipliés**, ainsi que les affrontements avec les forces de Tsahal.

Incident à proximité du Caveau des Patriarches

■ **Le principal incident s'est déroulé le 12 décembre dans la soirée** à une position improvisée de la Police des Frontières près du Caveau des Patriarches à Hébron. Des gardes-frontière ont identifié un Palestinien suspect. Ils l'ont abordé et lui ont demandé de s'identifier. Il a attaqué l'un des soldats et l'a fait tomber. **Il a ensuite brandi une arme et l'a pointée sur lui**. Une garde-frontière qui se trouvait dans la position a tiré sur le Palestinien, qui a été mortellement blessé et est décédé par la suite. Un démineur de Tsahal arrivé sur les lieux a déterminé que l'arme était une imitation (Site Internet de la Police des Frontières, 12 décembre 2012). Les médias palestiniens ont annoncé que **Mohammed Awad Ziyad** avait été tué (Site Internet Alresala.net, agence de presse Safa et Filastin al-'Aan, 12 décembre 2012).

■ L'Autorité Palestinienne a vivement dénoncé la mort du Palestinien. Dans un communiqué officiel, elle a déclaré que les tirs en sa direction étaient une manifestation de la politique extrémiste du gouvernement israélien, qui aurait annulé les restrictions sur les ordres d'ouverture du feu donnés aux soldats. Selon le communiqué, l'événement pourrait inciter l'Autorité Palestinienne à saisir la Cour pénale internationale et tous les comités, tribunaux et organisations internationales dont le travail consiste à protéger les civils (Agence de presse Wafa, 12 décembre 2012).

■ Les funérailles du Palestinien se sont déroulées à Hébron en présence de centaines de participants, dont **Aziz Dweik**, député du Hamas au Conseil Législatif Palestinien, ainsi que du gouverneur de Hébron et d'autres personnalités. **Des drapeaux du Hamas et des drapeaux palestiniens ont été brandis** pendant les funérailles et les participants ont appelé les organisations terroristes palestiniennes,

notamment les Brigades Izz al-Din al-Qassam, à **réagir à l'incident**. Certains des participants ont confronté les soldats de Tsahal (Agence de presse Safa, 13 décembre 2012).

Autres incidents

- Autres incidents de la semaine écoulée :
 - Le 14 décembre, **après la prière du vendredi dans les mosquées de Hébron**, des Palestiniens ont lancé des pierres sur les soldats de Tsahal.
 - **Lors des émeutes hebdomadaires à Bila'in, Ni'lin, Qadoum et Qalandia**, des dizaines de Palestiniens ont lancé des pierres et des cocktails Molotov sur des véhicules israéliens. Pendant les émeutes à Bila'in, les manifestants ont brandi des drapeaux et des symboles du Hamas qui n'avaient pas été vus depuis longtemps dans ce type de manifestations. A Qalqiliya, trois véhicules israéliens ont été endommagés (Ynet, 14 décembre 2012).



Drapeaux et symboles du Hamas dans une manifestation contre la barrière de sécurité à Bila'in (Agence de presse Wafa, 14 décembre 2012)

Opération Pilier de Défense - Complément

Activités de reconstruction de la bande de Gaza après l'Opération

- **Ismail Haniya**, le chef de l'administration *de facto* du Hamas, a organisé une conférence de presse sur les ruines d'un bâtiment administratif détruit pendant

l'Opération Pilier de Défense. Il a annoncé que la première étape de la reconstruction de la bande de Gaza, financée par le Qatar, avait commencé. Le projet, a-t-il déclaré, comprend la reconstruction de routes pour un coût de 22 millions de dollars. **Muhammad al-Imadi**, chef du comité qatari pour la reconstruction de la bande de Gaza était présent à la conférence de presse et a annoncé que la première étape s'inscrivait dans le cadre d'un don de 407 millions de dollars du Qatar à Gaza (Agence de presse Ma'an, 13 décembre 2012).



Ismail Haniya, le chef de l'administration *de facto* du Hamas, inaugure un projet de reconstruction dans la bande de Gaza financé par le Qatar (Site Internet Palestine-Info, 13 décembre 2012)

- En ce qui concerne le projet, **Abd al-Islam Siam**, le secrétaire de l'administration du Hamas, a déclaré que le Hamas avait un accord de principe avec l'Egypte pour la livraison de matériaux de bâtiment. Toutefois, a-t-il dit, si le Hamas ne peut pas les acquérir par des moyens conventionnels, ils arriveront de "manière souterraine" (cf., à travers les tunnels de contrebande) (Site Internet Paltoday, 15 décembre 2012).

- Au sujet des tunnels, il a été annoncé que **plusieurs des souterrains pris pour cible dans l'Opération Pilier de Défense ont retrouvés leurs niveaux antérieurs d'activité**. La plupart des tunnels sont utilisés pour la contrebande de matériaux de construction et denrées de base (Agence de presse Samaa, 16 décembre 2012).

Guerre juridique/de propagande suite à l'Opération Pilier de Défense

■ Le Hamas et les ONG palestiniennes spécialisées dans la guerre juridique contre Israël recueillent actuellement des "témoignages et des preuves" des "crimes" commis par Israël pendant l'Opération Pilier de Défense :

- **Raji Sourani, le directeur du Centre palestinien pour les droits de l'homme (PCHR)**, une ONG basée dans la bande de Gaza qui joue un rôle de premier plan dans la lutte juridique anti-israélienne, a déclaré qu'une **équipe d'experts en droit international** était arrivée dans la bande de Gaza par le terminal de Rafah afin d'aider le Centre à enquêter sur les activités de Tsahal au cours de l'Opération Pilier de Défense. Il a ajouté que l'équipe séjournerait plusieurs jours dans la bande de Gaza afin d'examiner les sites où l'armée israélienne aurait effectué des "crimes de guerre" et afin de rencontrer des résidents et des experts locaux qui enquêtent sur la question. L'équipe, dont les membres proviennent de **Norvège, de Grande-Bretagne et d'Irlande**, remettra une expertise juridique dans le but d'engager une action auprès de la Cour pénale internationale de La Haye contre des officiers de Tsahal responsables de la prise de décisions dans l'Opération Pilier de Défense (Agence de presse Ma'an, 15 décembre 2012).
- **Issam Younis, le directeur du Centre Al-Mezan pour les droits de l'homme**, une ONG basée dans la bande de Gaza, a affirmé que les dommages causés aux civils, la destruction de maisons et d'infrastructures pendant l'opération étaient des "actions israéliennes délibérées". Faisant référence à ces pseudos "violations" documentées par son ONG au cours de l'opération, il a affirmé que la plupart des actions étaient "des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité", et avaient été préméditées. Il a ajouté que le Premier ministre israélien et le système juridique israélien portaient la responsabilité pénale commune pour les "crimes de guerre" (Télévision Al-Quds, 12 décembre 2012).

■ Le Hamas continue à diffuser de **fausses affirmations** destinées à présenter Israël comme un "criminel de guerre" et à rejeter les affirmations selon lesquelles le Hamas a lui-même commis des crimes de guerre. Ainsi, par exemple, **Abou Obeida**, le porte-parole de la branche armée du Hamas, a affirmé dans une interview que 95% des attaques de Tsahal avaient visé des objectifs civils (Note : mensonge éhonté) et que la plupart des cibles visées par le Hamas étaient militaires et non civiles (Remarque : autre mensonge éhonté) (Al-Jazeera, 15 décembre 2012).

Utilisation d'infrastructures civiles à des fins militaires

■ Durant l'Opération Pilier de Défense, le Hamas a continué à recourir aux civils comme "boucliers humains" et à mener des activités militaires depuis des installations civiles. Selon nos informations, lors de l'opération, **le Hamas a utilisé un grand nombre de mosquées et d'écoles à des fins militaires**, les transformant en centres de commande et de contrôle et en abris pour les terroristes. En outre, **l'hôpital Shifaa situé à l'Ouest de la ville de Gaza a également été utilisé à des fins militaires.**

■ L'utilisation de l'hôpital Al-Shifaa à des fins militaires est une **méthode bien connue et déjà employée par le Hamas** lors de l'Opération Plomb Durci. Au cours de cette opération, des responsables de la branche armée du Hamas ont trouvé refuge dans l'hôpital, ont fermé certaines des ailes et les ont transformées en zones fermées contrôlées par des activistes armés. Parmi ceux qui avaient trouvé refuge dans l'hôpital figuraient Mahmoud al-Zahar et Sayid Siam, et Ismail Haniya, le chef de l'administration *de facto* du Hamas, avait installé son siège dans l'unité brûlure de l'hôpital.³ L'utilisation des installations médicales à des fins terroristes est basée sur l'idée qu'Israël n'attaquera pas une installation humanitaire.

Soutien iranien à la bande de Gaza

■ Dans une interview réalisée au Caire, **Ramadan Shalah**, le secrétaire général du Jihad Islamique Palestinien, a déclaré que l'Iran était généreux avec l'aide apportée au peuple palestinien. Le soutien iranien, a-t-il précisé, a pour but de renforcer la "position ferme" des Palestiniens, et il a été **exprimé en termes d'argent et d'armes**. Il a dit que tous les pays du monde arabo-musulman devraient suivre l'exemple de l'Iran et soutenir les Palestiniens, car la "Palestine" n'est pas seulement une question iranienne, mais concerne l'ensemble du monde arabo-musulman, et la défense de la "Palestine" est un devoir religieux et moral (Agence de presse Anadolu, Turquie, 17 décembre 2012). Les remarques de Ramadan Shalah s'ajoutent à celles de dirigeants du JIP et d'autres organisations terroristes visant à **glorifier l'Iran pour son soutien militaire aux Palestiniens.**

³ A ce sujet, voir notre article de Mars 2010 intitulé "Hamas et caractère de la menace terroriste de la bande de Gaza. Conclusions du Rapport Goldstone face aux constatations factuelles", à l'adresse http://www.terrorism-info.org.il/data/pdf/PDF_19298_3.pdf



Le JIP, proche de l'Iran, présente des armes utilisées contre Israël durant l'Opération Pilier de Défense (Filastin al-'Aan, 17 décembre 2012)

Délégations dans la bande de Gaza

■ En parallèle à la collecte de "preuves" des prétendus "crimes de guerre israéliens", l'aide internationale continue d'affluer dans la bande de Gaza :

- Le **gouvernement iranien** a appelé les autorités égyptiennes à permettre à un convoi d'aide humanitaire iranien d'entrer dans la bande de Gaza par le terminal de Rafah dans deux semaines. Les Egyptiens auraient accepté et un navire transportant de l'aide humanitaire est censé accoster à El-Arish. Sa cargaison sera constituée de nourriture et de médicaments, et il sera accompagné d'une délégation d'Iraniens qui effectueront une visite de la bande de Gaza (Agence de presse Ma'an, 12 décembre 2012).

- Des membres du Hamas du Conseil Législatif Palestinien, menés par Ahmed al-Bahar, ont reçu une délégation de Bahreïn arrivée dans la bande de Gaza par le terminal de Rafah (Agence de presse Safa, 12 décembre 2012).

■ En outre, un réseau grec anti-israélien appelé **Greek to Gaza** a envoyé une délégation d'activistes dans la bande de Gaza. Ils sont entrés dans la bande de Gaza après plusieurs jours de retards bureaucratiques. Leur principal objectif est de collecter des informations sur la situation dans la bande de Gaza après l'Opération Pilier de Défense.

Situation dans la bande de Gaza

Organisation d'un rassemblement du Fatah à Gaza ?

■ Tandis que l'Autorité Palestinienne a permis au Hamas d'organiser des rassemblements en Judée-Samarie (Voir ci-après), l'administration *de facto* du Hamas dans la bande de Gaza continue de poser des obstacles au Fatah. **Islam Shahawan**, le porte-parole du ministère de l'Intérieur de l'administration du Hamas, a déclaré dans un communiqué que le Fatah ne serait pas autorisé à organiser une manifestation pour l'anniversaire de sa fondation place Al-Katiba dans la ville de Gaza (un lieu approprié pour des rassemblements de masse). Il a précisé que le Hamas avait donné son autorisation de principe pour la tenue d'un rassemblement mais que son emplacement n'a pas encore été décidé (Felesteen, forum du Hamas, 16 décembre 2012).

■ Des sources officielles du Fatah se sont déclarées "désolées" de la décision. Le porte-parole du Fatah **Fayez Abu Ita** a déclaré que la réponse du Hamas à la demande est un refus implicite et que cela aurait une influence négative sur l'atmosphère positive dans les territoires et sur les efforts de réconciliation (Agence de presse Wafa, 17 décembre 2012). La publication a également provoqué des critiques d'Internauts des réseaux sociaux, visant notamment Fathi Hamad, le ministre de l'Intérieur du Hamas, l'accusant de tenter de saboter la réconciliation.

Autorité Palestinienne

Rassemblements du Hamas en Judée-Samarie

■ Le Hamas a marqué le 25^{ème} anniversaire de sa fondation par des rassemblements et des manifestations de masse en Judée-Samarie. Les événements se sont déroulés avec l'autorisation de l'Autorité Palestinienne, et ont eu un impact populaire, démontrant de manière éclatante la **puissance du Hamas en Judée-Samarie après plusieurs années pendant lesquelles l'AP avait interdit ou limité ce genre d'activités.**

■ Les principaux rassemblements ont eu lieu dans les grandes villes, dont **Naplouze, Hébron, Ramallah, Qalqiliya et Tulkarem.** L'accent a été mis sur la "victoire" de la "résistance" dans l'Opération Pilier de Défense et les manifestants ont brandi des **maquettes de roquettes** symbolisant la "résistance" [cf., le terrorisme et la violence] et la "victoire". Les rassemblements ont été organisés sous la supervision des services de sécurité de l'AP, qui ont empêché qu'ils ne dégénèrent en affrontements avec l'armée israélienne.

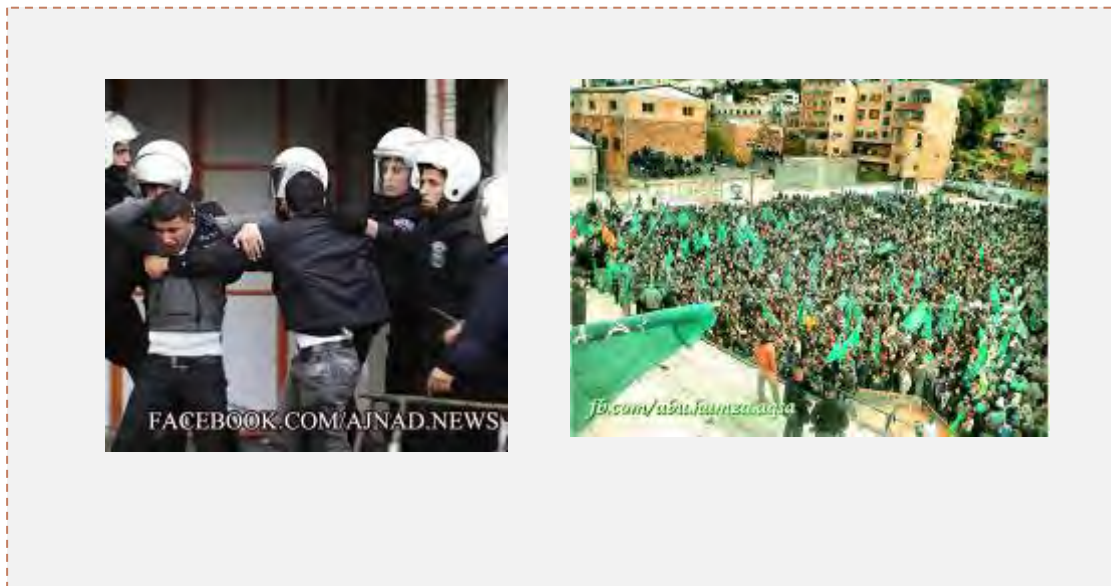


Affiche du Hamas pour les rassemblements en Judée-Samarie à l'occasion du 25^{ème} anniversaire de sa fondation : "La Judée-Samarie renouvelle son engagement et jure fidélité à la résistance" (Page Facebook Ajnad, 15 décembre 2012)

■ Ci-après le détail des rassemblements du Hamas dans les principales villes de Judée-Samarie :

- **Hébron** : Un rassemblement a eu lieu en présence d'**Aziz Dweik**, le Président du Conseil Législatif Palestinien affilié au Hamas, ainsi que de

représentants d'organisations palestiniennes locales. Ismail Haniya a salué les participants dans une conversation téléphonique. Aziz Dweik a prononcé un discours dans lequel il a appelé Mahmoud Abbas à mettre fin au schisme interne palestinien, à mettre un terme aux détentions politiques en Judée-Samarie et à libérer les détenus du Hamas dans les prisons palestiniennes (Agence de presse Safa, 14 décembre 2012). Des policiers palestiniens ont empêché les manifestants de s'approcher des forces de Tsahal (Page Facebook Ajnad, 14 décembre 2012).



Droite : Rassemblement à Hébron à l'occasion du 25^{ème} anniversaire de la fondation du Hamas (Forum du Hamas, 14 décembre 2012). Gauche : Policiers palestiniens empêchant les manifestants d'approcher les forces de Tsahal (Page Facebook Ajnad, 14 décembre 2012)

- **Naplouse** : Un rassemblement a eu lieu au centre-ville le 13 décembre en présence de députés du Hamas du Conseil Législatif Palestinien, de personnalités publiques, du gouverneur du district de Naplouse, et d'Amin Maqboul, le secrétaire du conseil révolutionnaire du Fatah. **Husam Badran**, terroriste libéré d'une prison israélienne et expulsé vers la bande de Gaza a prononcé un discours retransmis par téléphone, dans lequel il a déclaré que la "**résistance**" [cf., le terrorisme] était **le seul moyen de rétablir les droits du peuple palestinien et la seule façon de réaliser l'unité nationale**. Amin Maqboul a également pris la parole en saluant le Hamas et "les mains qui ont apporté la victoire dans Pilier de Défense" (Agence de presse Safa, 13 décembre 2012).
- **Tulkarem** : Un rassemblement a eu lieu à Tulkarem le 14 décembre et des manifestants ont brandi les drapeaux du Hamas et de la "Palestine" et ont

scandé des **slogans saluant la "résistance"**. Un discours a été prononcé par **Hassan Kharisha**, le vice-président du CLP affilié au Hamas. Il a dit que le peuple palestinien voulait s'unir autour de **l'idée de résistance** (Page Facebook Ajnad, 14 décembre 2012).

- **Qalqiliya** : Au cours du rassemblement organisé le 15 décembre, les manifestants ont appelé à soutenir le Hamas et sa branche armée après l'Opération Pilier de Défense et ont appelé à l'unité nationale palestinienne. Un discours a été prononcé par **Nasser Abd al-Jawad**, député du Hamas au CLP. Il a déclaré que **le Hamas avait conservé une forte présence en Judée-Samarie, malgré les difficultés rencontrées au cours des dernières années. Cheikh Talal al-Baz**, un terroriste du Hamas libéré d'une prison israélienne qui vit actuellement au Qatar, a prononcé un discours retransmis par téléphone dans lequel il a insisté sur **le respect par le Hamas de la notion de jihad et de "résistance" jusqu'à la libération de la "Palestine"** (Site Internet Alresala.net, 15 décembre 2012).



Drapeaux du Hamas brandis lors de la manifestation à Qalqiliya le 15 décembre (Page Facebook Ajnad, 15 décembre 2012)

Déclarations de Mahmoud Abbas pendant sa visite en Turquie

- **Mahmoud Abbas** s'est rendu en Turquie où il a rencontré des hauts responsables du gouvernement turc et a longuement parlé des négociations avec Israël :
 - Prenant la parole devant les membres du parlement turc, il a déclaré que l'Autorité Palestinienne était intéressée à créer une opportunité pour la paix et a appelé le gouvernement d'Israël à respecter son engagement de geler la

construction dans les implantations, à libérer des prisonniers et à reprendre les négociations là où elles avaient été laissées fin 2008 (Agence de presse Wafa, 10 décembre 2012).

- Lors d'une conférence de presse organisée par le Président turc Abdullah Gül après sa rencontre avec Mahmoud Abbas à Ankara, ce dernier a déclaré que le gouvernement israélien devait choisir entre la construction continue dans les implantations et l'occupation d'une part, et la paix qui assurerait la sécurité et la stabilité sur la base légitime des décisions internationales de l'autre. Il a affirmé que l'annonce récente par gouvernement israélien de la construction de nouveaux quartiers était une "agression" et "une ligne rouge" violant les accords internationaux (Agence de presse Wafa, 11 décembre 2012).

■ De Turquie, Mahmoud Abbas s'est envolé pour le Portugal et de là est arrivé le 16 décembre en Italie. Le 17 décembre, il a rencontré le pape Benoît XVI au Vatican et a discuté de la modification du statut de l'AP à l'ONU. Mahmoud Abbas a présenté au Pape une mosaïque représentant l'Eglise du Saint-Sépulcre intitulée "**Mahmoud Abbas, Président de l'Etat de Palestine**". C'est la première fois que Mahmoud Abbas utilise ce titre lors d'une visite au Vatican (Site Internet Shihab, 17 Décembre, 2012).



Mahmoud Abbas accueillie par le Pale Benoît XVI au Vatican (Shihab, 17 décembre 2012)

Nouvelles menaces d'appels à la CPI de la Haye

■ Suite à la modification de son statut à l'ONU, l'Autorité Palestinienne **continue de menacer Israël de poursuites éventuelles à la Cour pénale internationale**. Le ministre des Affaires étrangères de l'AP **Riyad al-Maliki** a déclaré dans une interview que l'AP n'excluait pas de recours à la CPI, ajoutant qu'il s'agissait d'une "carte" que l'AP pourrait utiliser. Il a également cité Mahmoud Abbas, disant que si Israël ne respecte pas ses engagements concernant les implantations, **l'AP fera appel à la CPI pour juger les "crimes de guerre" commis par Israël contre le peuple palestinien au cours des années** (Radio Voix de la Palestine, 12 décembre 2012).

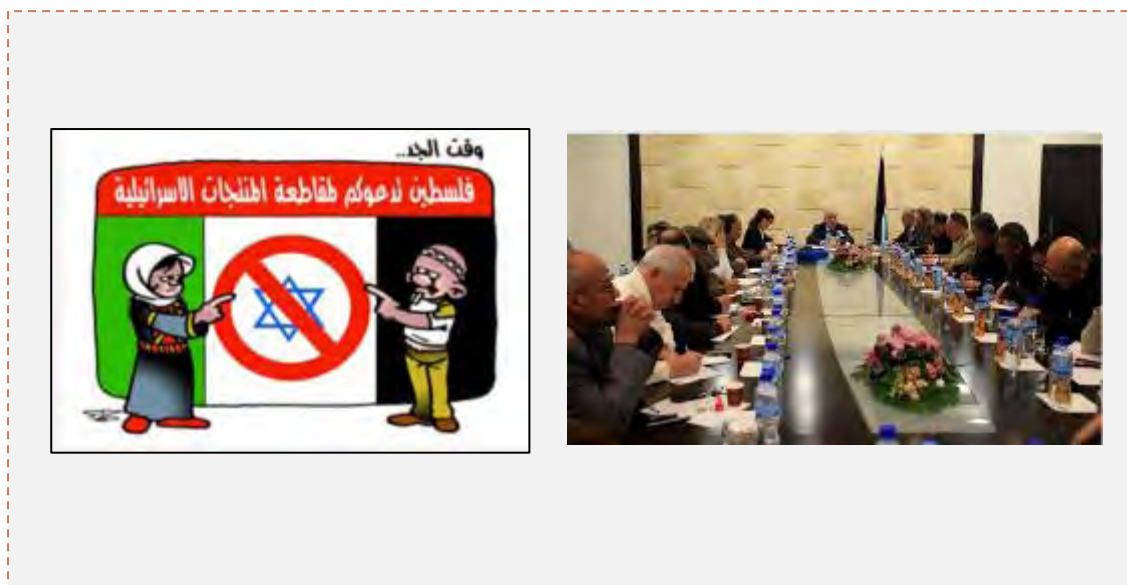
■ **Salah Rafat**, membre du comité exécutif de l'OLP, a déclaré que les Palestiniens voulaient faire appel à la Cour pénale internationale et délibéraient actuellement de la question de la signature du "Statut de Rome" ⁴ pour être en mesure d'intenter une action contre le gouvernement israélien en raison du caractère de "crime de guerre" des implantations (Télévision palestinienne, 13 décembre 2012).

Appel au boycott de produits israéliens

■ Au cours de la réunion hebdomadaire du gouvernement de l'Autorité Palestinienne, le Premier ministre Salam Fayyad a dénoncé le gel des taxes palestiniennes qu'il a qualifié de "tentative de chantage politique". Le gouvernement de l'AP a affirmé que le gel pourrait paralyser la capacité de l'AP à fournir des services et aggraver sa crise financière (Agence de presse Wafa, 12 décembre 2012).

■ Lors d'une réunion avec des journalistes palestiniens à Ramallah, **Salam Fayyad a demandé à la population palestinienne de boycotter des produits fabriqués en Israël** pour protester contre la décision israélienne de ne pas transférer les recettes fiscales. Il a déclaré que "les mesures prises par Israël sont du piratage et de l'agressivité envers les sources de revenus des habitants palestiniens". Il a appelé les Etats-Unis et l'Union européenne à intervenir (Agence de presse Wafa, 16 décembre 2012).

⁴ Le **Statut de Rome** est une convention internationale et source d'autorité pour la Cour pénale internationale (CPI) de La Haye. Il est devenu valable en Juillet 2002, a été signé par 139 pays et autorisés par 67. Il définit l'autorité de la Cour pénale internationale et les types de crimes qui y sont jugés.



Droite: Salam Fayyad appelle au boycott des produits israéliens lors d'une réunion avec des journalistes palestiniens à Ramallah (Agence de presse Wafa, 16 décembre 2012). Gauche : Appel dans le quotidien palestinien Al-Ayam : "En temps réel...La Palestine vous appelle à boycotter les produits israéliens" (Al-Ayam, 17 décembre 2012)